



CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
VILLE D'HUDSON

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
TOWN OF HUDSON

RÈGLEMENT N° 621.1-2018

BY-LAW N° 621.1-2018

**RÈGLEMENT 621.1-2018
RÈGLEMENT VISANT À REMPLACER LE
RÈGLEMENT 621 CONCERNANT
LE COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME**

**BY-LAW 621.1-2018
BY-LAW TO REPLACE
BY-LAW 621 CONCERNING THE TOWN
PLANNING ADVISORY COMMITTEE**

CONSIDÉRANT l'article 146 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (RLRQ, c. A-19.1) qui permet au Conseil municipal de constituer un « comité consultatif d'urbanisme » (ci-après appelé le « Comité ») composé d'au moins un membre du conseil et du nombre de membres qu'il détermine et qui sont choisis parmi les résidents du territoire de la municipalité;

WHEREAS section 146 of the *Land Use Planning and Development Act* (RLRQ, chapter A-19.1) which allows the Town Council to establish a "town planning advisory committee" (hereinafter referred to as the "Committee") composed of at least one member of the council and the number of members he determines who are chosen from the residents of the territory of the municipality;

CONSIDÉRANT QUE ce dit Comité peut se voir attribuer des pouvoirs d'étude et de recommandation en matière d'urbanisme, de zonage, de lotissement et de construction, selon les modalités prévues par règlement du Conseil municipal;

WHEREAS said Committee may be given powers of study and recommendation in matters of town planning, zoning, subdivision and construction, in the manner prescribed by by-law of the Municipal Council;

CONSIDÉRANT QUE le règlement no. 621 concernant le Comité consultatif d'urbanisme de la Ville d'Hudson actuellement en vigueur nécessite des précisions quant au mandat du Comité;

WHEREAS the By-law no. 621 regarding the current Town Planning Advisory Committee of the Town of Hudson requires clarification of the Committee's mandate;

CONSIDÉRANT QUE le Conseil souhaite favoriser l'implication des membres à long terme au sein du Comité consultatif d'urbanisme;

WHEREAS the Town Council wishes to encourage the long-term involvement of members in the Town Planning Advisory Committee;

CONSIDÉRANT QUE ce Conseil considère opportun de modifier ce règlement;

WHEREAS this Council considers it appropriate to modify this by-law;

CONSIDÉRANT QU'un avis de motion se rapportant à la présentation du présent règlement a été donné au cours de la séance ordinaire du Conseil municipal de la Ville d'Hudson, dûment convoquée et tenue le 4 décembre 2017;

WHEREAS a Notice of Motion of the presentation of this By-Law has been given at the regular sitting of the Municipal Council of the Town of Hudson, duly convened and held on December 4th, 2017;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur le développement durable* LRQ chapitre D-8.1.1 propose pour les ministères et organismes gouvernementaux l'extrait suivant de son article 1 :

WHEREAS the *Sustainable Development Act* RSQ, chapter D-8.1.1 proposes for the government departments and agencies the following excerpt from section 1:



(...) d'instaurer un nouveau cadre de gestion au sein de l'Administration afin que l'exercice de ses pouvoirs et de ses responsabilités s'inscrive dans la recherche d'un développement durable.

Les mesures prévues par la présente loi concourent plus particulièrement à réaliser le virage nécessaire au sein de la société face aux modes de développement non viable, en intégrant davantage la recherche d'un développement durable, à tous les niveaux et dans toutes les sphères d'intervention, dans les politiques, les programmes et les actions de l'Administration. (...).

CONSIDÉRANT QUE ladite *Loi sur le développement durable* influence de manière transversale les normes réglementaires et légales au Québec bien qu'elle ne s'applique pas encore aux municipalités qui pourront cependant y être soumises au gré du gouvernement du Québec en application de son article 4;

CONSIDÉRANT, par ailleurs, que le Conseil municipal juge opportun d'enchâsser le mandat du Comité consultatif d'urbanisme à l'intérieur des principes de développement durable en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme, le tout conformément aux modalités et conditions édictées par le présent règlement;

En conséquence de ce qui précède, il est ordonné et statué par le Règlement 621.1-2018, intitulé « RÈGLEMENT VISANT À REMPLACER LE RÈGLEMENT 621 CONCERNANT LE COMITÉ CONSULTATIF D'URBANISME », que :

Le règlement 621, adopté le 1^{er} octobre 2012 est remplacé par ce qui suit :

MANDATS ET FONCTIONS

ARTICLE 1

Le Comité a pour mandat d'étudier à son mérite toute demande de permission ou autorisation déposée auprès de la Ville d'Hudson en application de l'un ou l'autre règlement d'urbanisme dit « discrétionnaire » adopté conformément aux dispositions des sections VI, VII, VIII, X, XI ou XIII, du

(...) to establish a new management framework within the Administration to ensure that powers and responsibilities are exercised in the pursuit of sustainable development.

The measures introduced by this Act are intended, more specifically, to bring about the necessary change within society with respect to non-viable development methods by further integrating the pursuit of sustainable development into the policies, programs and actions of the Administration, at all levels and in all areas of intervention. (...).

WHEREAS the said *Sustainable Development Act* has a cross-cutting effect on Quebec's regulatory and legal standards, although it does not yet apply to municipalities that may, however, be subject to it at the discretion of the Government of Québec pursuant to section 4;

WHEREAS, furthermore, that Town Council considers it appropriate to entrench the mandate of the Planning Advisory Committee within the principles of sustainable development in terms of land use and urban planning, all in accordance with the terms and conditions enacted by this Regulation;

As a result of the foregoing, it is directed and decided by By-law 621.1-2018, entitled "BY-LAW TO FURTHER REPLACE BY-LAW 621 CONCERNING THE TOWN ADVISORY COMMITTEE", that:

By-Law 621, adopted on October 1st, 2012, is hereby replaced as follows:

MANDATES AND RESPONSIBILITIES

SECTION 1

The mandate of the Committee is to study on its merit any request for permission or authorization filed with the Town of Hudson under the terms of one or other "discretionary" urban planning by-law, adopted in accordance with the provisions of the Sections VI, VII, VIII, X, XI or XIII of



chapitre IV du titre I de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*.

Chapter IV of Title I of the *Land Use Planning and Development Act*.

ARTICLE 2

SECTION 2

À la suite de l'étude au mérite d'une demande de permission ou d'autorisation, le Comité formule toute recommandation utile ou avis au Conseil municipal afin que ce dernier puisse disposer de ladite demande conformément à la Loi et aux règlements de la Ville d'Hudson.

Following the merit review of an application for permission or authorization, the Committee makes any useful recommendation or notice to Town Council so that it may dispose of the application in accordance with the Act and the Town's by-laws.

ARTICLE 3

SECTION 3

Dans le cadre de son analyse, le Comité peut interpréter tout règlement d'urbanisme de la Ville d'Hudson, de même qu'il peut tenir compte de toute considération relevant de l'aménagement durable du territoire ou relative au développement durable en matière d'urbanisme.

As part of its analysis, the Committee may interpret any planning by-law of the Town of Hudson, as well as any consideration of sustainable development of the territory or sustainable development in the area of urban planning.

ARTICLE 4

SECTION 4

Le Comité est également chargé d'étudier et soumettre des recommandations au Conseil municipal sur toute question relative à l'urbanisme ou à l'aménagement durable du territoire que peut lui soumettre le Conseil, notamment à propos de certaines modifications aux règlements en matière d'urbanisme.

The Committee is also responsible for studying and submitting recommendations to the Town Council on any question relating to urban planning or sustainable land management that the Town Council may submit, particularly with respect to certain amendments to the by-laws relating to urbanism.

MEMBRES

MEMBERS

ARTICLE 5

SECTION 5

Le Comité se compose de neuf (9) personnes, nommées par résolution du Conseil municipal. Deux membres doivent être membre du Conseil municipal, les sept (7) autres sont des résidents de la Ville d'Hudson.

The Committee is composed of nine (9) persons, appointed by resolution of the Town Council. Two members must be members of Town Council, the other seven (7) are residents of the Town of Hudson.

ARTICLE 6

SECTION 6

Le Conseil désigne, par résolution, les officiers du Comité. (article 147 LAU¹).

The Town Council shall designate, by resolution, the officers of the Committee. (Section 147 ARLUPD).



ARTICLE 7

Le Conseil nomme au comité, par résolution, les personnes-ressources. Elles incluent sans s'y limiter au consultant retenu pour surveiller et assister le comité. Les personnes-ressources n'ont pas de droit de vote. (article 147 LAU).

MANDAT

ARTICLE 8

La durée du mandat est fixée à deux (2) ans pour tous les membres.

ARTICLE 9

Le mandat de chaque membre est renouvelable par résolution du Conseil municipal. (article 146 (4) LAU²).

ARTICLE 10

Le Conseil peut en tout temps révoquer le mandat d'un membre siégeant au CCU.

CODE D'ÉTHIQUE ET DE DÉONTOLOGIE

ARTICLE 11

Tous les membres doivent se conformer au règlement de la Ville d'Hudson no 605 Code d'éthique et de déontologie des élus de la Ville d'Hudson.

ARTICLE 12

Tous les membres doivent soumettre une déclaration écrite au greffier dans les 30 jours de la réception de tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu et qui n'est pas de nature purement privée et lorsque sa valeur excède celle que doit fixer le code, laquelle ne peut être supérieure à 200 \$. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu et préciser le nom du donateur ainsi

SECTION 7

The Town Council shall appoint to the committee, by resolution, the contact persons. These include, but are not limited to, the consultant retained to monitor and assist the committee. Contact persons do not have voting rights. (Section 147 ARLUPD).

MANDATE

SECTION 8

The duration of the mandate is fixed at two (2) years for all the members.

SECTION 9

The mandate of each member is renewable by Council resolution. (article 146 (4) LUPD²).

SECTION 10

The Town Council may at any time revoke the mandate of a member sitting on the TPAC.

ETHICS AND GOOD CONDUCT

SECTION 11

All members must conform to the Town of Hudson's By-Law No 605 Code of ethics and good conduction for elected municipal officers of the Town of Hudson.

SECTION 12

All members must submit a written declaration to the Town Clerk within 30 days of receipt of any gift, hospitality or other benefit received and that is not of a purely private nature and where its value exceeds the value set in the code, which can not be greater than \$ 200. This declaration must contain an adequate description of the donation, the hospitality mark or benefits received and state the name of the donor and the date and circumstances of receipt. (section 36 RERM).



que la date et les circonstances de sa réception. (article 36 LEDMM).

CONFLIT D'INTÉRÊT

ARTICLE 13

Tous les membres doivent se conformer à la Section II Divulgence des intérêts pécuniaires des membres du conseil du Chapitre XII Droits et obligations connexes de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q. c. E-2.2) compte tenu des adaptations nécessaires. (article 363 et 307 LERM).

ARTICLE 14

Dans les 30 jours suivants sa nomination par le Conseil, le membre doit produire au Conseil une déclaration écrite de ses intérêts pécuniaires conformément à l'article 357 de la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités* (L.R.Q. c. E-2.2) compte tenu des adaptations nécessaires. Le formulaire pour cette déclaration écrite est à l'Annexe 1 du présent règlement.

DÉPENSES

ARTICLE 15

Toutes les dépenses doivent être approuvées par le Conseil. (article 148 LAU⁴).

ARTICLE 16

Le comité présentera à tous les ans, au mois de novembre, ses prévisions de dépenses.

RÉGIE INTERNE

ARTICLE 17

Le comité établit les règles de régie interne qui lui sont nécessaires pour l'accomplissement de ses fonctions

CONFLICT OF INTEREST

SECTION 13

All members must conform to Division II Disclosure of pecuniary interests of Council members of the Chapter XII Related rights and obligations of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (R.S.Q., c. E-2.2) adapted as required. (article 363 and 307 RERM).

SECTION 14

Within 30 days following to his appointment by Council, the member must file with the Council a written statement of this pecuniary interest in accordance with article 357 of the *Act respecting elections and referendums in municipalities* (R.S.Q., c. E-2.2) adapted as required. The form of this written statement is Annex 1 of the present By-Law.

EXPENDITURES

SECTION 15

All expenditures must be approved by Council. (article 148 of the *Act*).

SECTION 16

The committee shall present each year, in the month of November, its forecast of expenses.

INTERNAL MANAGEMENT

SECTION 17

The committee establishes the rules of internal management which are necessary for the accomplishment of its functions in



conformément au présent règlement et à la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* (L.R.Q. c. A-19.1). (article 146 (3) LUPD).

accordance with the present By-Law and the *Act Respecting Land Use Planning and Development* (Q.R.S. c. A-19.1). (article 146 (3) LUPD⁵).

ARTICLE 18

Les règles de régie interne doivent être présentées au Conseil municipal pour ratification par résolution.

SECTION 18

Internal management rules must be presented to Town Council for ratification by resolution.

RÉUNIONS

ARTICLE 19

En plus des réunions prévues et convoquées par le comité, le Conseil municipal peut aussi convoquer les membres du comité en donnant un avis écrit préalable émis par le Greffier au moins 48 heures à l'avance.

MEETINGS

SECTION 19

In addition to the meetings forecasted and convened by the committee, the municipal council may also convene the members of the committee by giving a preliminary written notice issued by the Town Clerk at least 48 hours in advance.

ARTICLE 20

Le quorum des réunions du Comité est de cinq (5) membres.

SECTION 20

A quorum of the Committee shall be five (5) members.

RAPPORTS

ARTICLE 21

Les études, recommandations et avis du comité sont soumis au Conseil sous forme de rapport écrit.

Les procès-verbaux des réunions du comité peuvent être utilisés et faire office à toutes fins utiles et dans les cas où ils sont jugés suffisants, de rapports écrits.

REPORTS

SECTION 21

The studies, recommendations and notices of the committee are submitted to the Council in the form of a written report.

The minutes of the meetings of the committee may be used and act, as it is seen fit and in the case where they are judged sufficient, as written reports.

ARTICLE 22

Règlement n° 621 est par la présente abrogé.

SECTION 22

By-Law N° 621 is hereby repealed.



ARTICLE 23

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

SECTION 23

The present by-law shall come into force according to Law.

Jamie Nicholls
Maire / Mayor

Mélissa Legault
Greffière / Town Clerk

Avis de motion :	4 décembre 2017
Adoption du règlement :	10 janvier 2018
Avis public d'entrée en vigueur :	18 janvier 2018



ANNEXE 1

DÉCLARATION des intérêts pécuniaires des membres du comité

Je, _____
_____ ,

Prénom

Nom

Comité

Adresse du domicile

déclare, par la présente, que :

1) j'occupe l'emploi suivant :

Indiquer tout emploi visé ainsi que tout employeur

2) j'occupe le poste d'administrateur suivant :

Indiquer tout poste d'administrateur visé ainsi que tout organisme pour lequel le signataire agit

3) j'ai contracté des emprunts dont le solde, en principal et en intérêts, excède 2 000 \$ auprès de la
personne ou de l'organisme suivant :

Indiquer toute personne ou tout organisme visé à l'exception de tout établissement financier

4) j'ai accordé un prêt dont le solde, en principal et en intérêts, excède 2 000 \$ à une personne autre
qu'un membre de ma famille immédiate :



Indiquer toute personne visée

NOTE : Le conjoint ou l'enfant à charge du membre du conseil ou de son conjoint est considéré comme étant un membre de la famille immédiate du membre du conseil. La notion de conjoint est celle prévue à l'article 61.1 de la Loi d'interprétation (L.R.Q., chapitre I-16).

5) je possède des intérêts pécuniaires dans la personne morale, la société ou l'entreprise susceptible d'avoir des marchés avec la municipalité :

Indiquer toute personne morale, toute société ou toute entreprise visée

6) je possède des intérêts pécuniaires dans la personne morale, la société ou l'entreprise suivante :

Indiquer toute personne morale, société ou entreprise visée

susceptible d'avoir des marchés avec :

Indiquer tout organisme municipal dont le signataire fait partie

7) je possède des intérêts pécuniaires dans l'immeuble situé sur le territoire de :

la municipalité

Indiquer l'immeuble concerné

IMPORTANT

La personne qui remplit la présente déclaration doit, lorsque cela est nécessaire, recourir aux services d'un conseiller juridique relativement aux exigences de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.



Signature

Membre

APPENDIX 1

DECLARATION of the pecuniary interests of committee members

I, _____, _____

Given name

Surname

Committee

Domiciliary Address

hereby declare that:

1) I hold the following job:

Indicate the job concerned as well as the employer

2) I hold the following position of administrator:

Indicate the position of administrator concerned as well as the organization for whom the signatory acts

3) I contracted loans, the balance in principal and interest of which, exceeds \$2,000 with the following person or organization:

Indicate the person or the organization concerned with the exception of a financial institution

4) I have made a loan, the balance in principal and interest of which, exceeds \$2,000 to a person other than a member of my immediate family:



Indicate the person concerned

NOTE: The spouse or the dependent child of the council member or of his spouse is considered to be a member of the immediate family of the council member. The notion of spouse is that stipulated in section 61.1 of the Interpretation Act (R.S.Q., chapter 1-16).

5) I possess pecuniary interests in the legal person, partnership or enterprise likely to make transactions with the municipality:

Indicate the legal person, partnership or enterprise concerned

6) I possess pecuniary interests in the following legal person, partnership or enterprise:

Indicate the legal person, partnership or enterprise concerned

likely to make transactions with:

Indicate the municipal body, to which the signatory belongs

7) I have pecuniary interests in the building located on the territory of:

the municipality

Indicate the building concerned

IMPORTANT

The person who completes this declaration must, when necessary, resort to the services of a legal advisor with respect to the requirements of the Act respecting elections and referendums in municipalities.

Signature

_____ Member